

Luxembourg, le 19 février 2025

### **L'Unité de sécurité du CSEE - Rapport de suivi intermédiaire**

En été 2021, le CELPL et l'OKAJU avaient entamé une mission conjointe à l'UNISEC à la suite de diverses problématiques discutées publiquement, telles que notamment un manque de capacités d'accueil selon le Parquet général, un concept de prise en charge flou et des placements non justifiés.

Des actes de rébellion ont eu lieu en janvier 2022, suite auxquels l'OKAJU et le CELPL ont également dressé un rapport. Les principales recommandations concernaient la réforme du droit de la jeunesse avec la nécessité d'opérer une séparation du droit protectionnel et du droit pénal pour mineurs en conflit avec la loi, le renforcement des mesures de prévention, le bénéfice des mêmes garanties et droits pour les enfants résidents et non-résidents et la mise en place d'une équipe pluridisciplinaire au sein de l'UNISEC pour poser les jalons d'une sortie et transition réussies.

En date du 27 novembre 2023, à l'invitation de la Direction du CSEE, une réunion de suivi relative aux rapports communs dressés par l'OKAJU et le CELPL en 2022 a eu lieu à l'UNISEC.

La réunion a été complétée par des visites sur place du CELPL en mai 2024 et des entretiens menés avec le personnel éducatif, le personnel enseignant, le personnel de sécurité et de garde et avec plusieurs jeunes.

Les principaux changements analysés concernent l'organisation interne, les infrastructures et la prise en charge proposée aux jeunes.

Le CELPL et l'OKAJU ont pu constater des changements majeurs dans la clarification des procédures et des compétences.

L'atmosphère générale s'est nettement améliorée, les tensions ont diminué et les feedbacks aussi bien du personnel que des jeunes placés ont été positifs.

Parmi les seuls bémols constatés se trouvent un manque d'offre thérapeutique et l'incertitude entourant le sort de l'infrastructure ainsi que la planification d'un futur centre de détention pour mineurs après la mise en œuvre de la réforme du droit de la jeunesse respectivement de la protection de la jeunesse.

Le CELPL demande aux responsables politiques d'analyser et reconsidérer la possibilité d'insérer des mesures facultativement fermées dans le droit interne en matière d'aide à l'enfance, tandis que l'OKAJU plaide à cet égard d'attendre l'évaluation des effets de la réforme en cours, de collecter des données empiriques et criminologiques avant de reconsidérer l'utilisation de mesures restrictives voire privatives de liberté.

Le CELPL et l'OKAJU restent à votre disposition pour toute question, suggestion ou critique.



Claudia MONTI  
Ombudsman  
Chargée du Contrôle externe  
des lieux privatifs de liberté



Charel SCHMIT  
Ombudsman fir Kanner  
a Jugendlecher